



■ Depuis l'époque coloniale, où la culture de la banane s'est répandue bien au-delà des ses origines en Asie du sud-est, petits producteurs et travailleurs des grandes plantations en Amérique latine, aux Caraïbes, en Afrique et aux Philippines ont mené des combats acharnés pour la justice économique, sociale et environnementale. Alistair Smith, coordinateur international de l'ONG Banana Link raconte comment la voix souvent exclue des vrais acteurs de ces luttes reste plus présente que jamais dans les débats sur l'avenir de ce fruit.

La banane fruit de toutes les luttes



Par Alistair Smith



▲ Diego Rivera: «Gloriosa Victoria»

Depuis le massacre de plus de mille travailleurs de la banane en Colombie en 1928, décrit dans *Cent ans de solitude* par le grand maître du roman latino-américain Gabriel García Márquez, les efforts de justice sociale en faveur de celles et ceux qui travaillent pour les grandes entreprises bananières ont marqué l'histoire sanglante d'un continent. Au Costa Rica, au Honduras, au Guatemala, les premiers syndicats de travailleurs du secteur privé sont nés dans les bananeraies entre les années 1930 et 1950. Ils ont souvent été à l'origine des codes de travail dans ces pays. Des décennies plus tard, en 1999, les cent ans de la United Fruit Company

Depuis le massacre de 1928, les efforts de justice sociale ont marqué l'histoire sanglante d'un continent

(aujourd'hui Chiquita) ont été l'occasion d'une campagne internationale coordonnée entre syndicats de travailleurs et organisations de consommateurs dans une douzaine de pays. Face à l'impact négatif sur les ventes, la compagnie a accepté de s'asseoir avec les syndicats avec pour résultat, la naissance du premier accord cadre sur les droits syndicaux dans l'agro-industrie mondiale.

En Colombie, malgré une situation dramatique pour beaucoup de syndicalistes, le syndicat national des travailleurs de la banane, dont les leaders sont des guérilleros démobilisés, négocie une des meilleures conventions collectives au niveau mondial, avec presque 300 plantations. Le salaire moyen dans l'industrie atteint plus du double du salaire minimum.

Travailleurs au cœur des luttes sociales

En Équateur, premier exportateur mondial de bananes, la Fédération syndicale de l'agro-industrie (Fenacle) a mené une campagne qui a mis fin en 2008 à la sous-traitance massive

des travailleurs de tous secteurs par des compagnies souvent fictives. Le gouvernement de Correa se distingue des autres gouvernements du continent par sa politique d'augmentation du salaire minimum national vers un salaire décent, qui couvre les besoins de base d'une famille.

Au Ghana, lors de l'implantation de la Compagnie Fruitière en 2005, la présence du syndicat dans l'unique entreprise à l'exportation – certifiée commerce équitable, et plus de la moitié en bio - a permis de meilleures conditions de travail et salariales que dans ses autres filiales sur le continent africain.

Les petits luttent pour leur survie

Même si les producteurs à petite échelle sont très minoritaires dans le commerce international de la banane (moins de 10% du volume) - il s'agit très souvent d'ex-travailleurs ayant gagné leurs parcelles au travers des luttes pour la réforme agraire. C'est le cas aux Philippines où d'anciens salariés de la multinationale Dole ont formé des coopératives qui restent présentes sur le marché japonais.

C'est aussi le cas dans les Îles-sous-le-Vent (la Dominique, Sainte Lucie et Saint Vincent) où, suite à la réforme agraire de la fin des années 1970, les salariés de l'entreprise coloniale Geest sont devenus des producteurs indépendants à l'échelle d'un hectare ou deux.

Au Pérou, depuis 2000, des associations de micro-producteurs de bananes bio se sont établies en 2000 après l'échec des coopératives de coton. Et ce, une fois encore, suite à une réforme agraire. Même celle menée en Équateur sur les terres tenues à l'époque par la United Fruit Company, ainsi que les occupations par des paysans sans terre ont créé un secteur de petits producteurs qui, tous comme leurs confrères et consœurs dans d'autres continents, ont souvent misé sur la production bio et/ou le commerce équitable.

Ces deux stratégies ont permis à une dizaine de milliers de petits producteurs de survivre face à la concurrence déloyale de grands entreprises nationales qui violent souvent la législation existante, afin de réduire leurs coûts et gagner des parts de marché face aux multinationales dont l'image est plus

vulnérable à la pression des consommateurs. Mais l'option bio n'est souvent pas disponible, surtout dans les zones dominées par la monoculture industrielle de la banane: la pression des maladies est tout simplement trop forte pour éviter les produits de synthèse chimiques.

Vigilance nécessaire des organismes de certification

Avec l'option commerce équitable, les petits producteurs reçoivent un prix plus élevé, ainsi qu'une prime pour le développement de leurs communautés. Pour beaucoup d'entre eux, cette stratégie leur a permis de rester présents sur le marché international. Cependant, l'entrée de grandes plantations dans le système menace de recréer les mêmes conditions de concurrence inégale si les organismes de certification n'arrivent pas à assurer un respect strict des critères sociaux et environnementaux auprès des entreprises qu'ils contrôlent. Malgré l'adoption de telles stratégies de survie, les petits producteurs sont de moins en moins nombreux. Et ceux qui ont résisté auront toujours plus de difficultés à faire face aux enjeux de la productivité, d'une qualité technique et des prix imposés par les puissants acteurs de la grande distribution.



Sans compter l'arrivée de maladies à laquelle toute monoculture, peu importe l'échelle, a du mal à faire face.

La voix des plus faibles entendue au niveau international

Face à la mondialisation économique, forte d'une idéologie qui normalement aurait dû mettre fin à l'existence de syndicats de travailleurs indépendants et d'organisations de petits producteurs dans un commerce international connu pour sa concurrence sauvage, comment est-il possible qu'aujourd'hui ces acteurs comptent dans la recherche de solutions durables et équitables?

La réponse réside essentiellement dans les constructions d'alliances menées par ces organisations. Depuis le début des années 1990, les syndicats des travailleurs ont créé une coordination continentale en Amérique latine. Ils ont cherché le dialogue et des stratégies communes avec les réseaux de petits producteurs et les organisations de la société civile dans les pays consommateurs.

En 1998 et en 2005, en pleine guerre commerciale autour du régime d'importation de la banane de l'Union européenne, cette alliance Sud-Nord a organisé deux grandes conférences internationales à Bruxelles; elle a convoqué les acteurs économiques, gouvernementaux, scientifiques et

▲ *Manifestation d'un syndicat de travailleurs de la banane, le 1^{er} mai 2014 au Costa-Rica.*

Avec l'option commerce équitable, les petits producteurs reçoivent une prime pour le développement de leurs communautés

Pour en savoir plus :

La saga de la Banane, vers des filières durables et équitables par Alistair Smith, Editions Charles Léopold Meyer



médiatiques à débattre un ordre du jour centré sur la détérioration des conditions sociales et environnementales de la production, ainsi que sur les termes du commerce. Ces deux conférences et leurs activités préparatoires ont abouti à un consensus important pour la naissance d'un forum permanent, ouvert à tous les acteurs, afin de rechercher des solutions garantissant une économie bananière durable et équitable.

Un Forum Mondial Permanent de la banane

Dès la création de ce Forum Mondial de la banane en 2009, et à la différence d'autres initiatives multi-acteurs, les travailleurs et les petits producteurs ont assuré leur place à la table et leur participation dans toutes les discussions sur les dimensions environnementales, sociales et économiques de cette industrie si riche en luttes.

En 2014, des groupes de travail permanents partagent des pratiques de production plus durables, explorent la réduction des pesticides, ont documenté les cas de bonnes pratiques de négociation collective, se sont mis d'accord sur une définition de salaire décent et ont commencé la discussion sur les moyens d'intégrer les externalités non comptabilisées dans les prix tout au long des filières. Après de longues années de construction d'un rapport de forces plus équitable et d'un espace permanent de dialogue, les travailleurs et petits producteurs organisés, ainsi que les organisations comme Banana Link dans les pays consommateurs... personne ne lâchera: l'Histoire ne nous le pardonnerait pas! ■

Forum Mondial Permanent de la banane:

<http://www.fao.org/economic/worldbananaforum/wbf-aboutus/fr/>

Banana Link

www.bananalink.org.uk

Cette ONG britannique œuvre depuis 1996 pour un commerce équitable et durable des bananes et des ananas. Elle sensibilise aux conditions de vie et de travail auxquelles sont confrontés les travailleurs des plantations et les petits producteurs en Amérique la-

tine, en Afrique et dans les Caraïbes.

La vision Banana Link :

■ Tout travailleur de la chaîne d'approvisionnement reçoit un salaire de subsistance et est exempt de répression sur son lieu de travail.

■ Tous les acteurs de la chaîne

d'approvisionnement, y compris les sous-traitants reçoivent un salaire décent respectant les conventions internationales du travail.

■ Les petits producteurs vivent décemment de la vente sur les marchés internationaux de bananes et d'ananas.

■ Les consommateurs peuvent acheter bananes et ananas de qualité en comprenant la nécessité d'une tarification assurant des moyens de subsistance durables pour les producteurs.

■ Les impacts de la production de ces fruits sur l'environne-

ment doivent être quantifiées et minimisées.

■ Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement s'engagent dans un dialogue efficace et collaboratif pour résoudre les problèmes sociaux, environnementaux et économiques au sein de l'industrie.